



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

santé

Question écrite n° 65429

Texte de la question

M. Richard Cazenave appelle l'attention de M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille sur l'allocation de présence parentale. Ce dispositif est entré en vigueur le 1er janvier 2001. Différentes rencontres se sont succédé auxquelles étaient conviées les associations, les institutions... Un calendrier devait être établi afin de travailler en concertation et d'annoncer lors de la conférence de la famille 2005, placée sous le thème des « familles fragilisées », des mesures d'amélioration de ce dispositif. Trois axes de priorité ont été identifiés suite aux témoignages des familles et confirmés par le bilan établi par la Caisse nationale d'allocations familiales, en août 2004 : une indemnisation équitable qui rendrait le congé plus attractif ; une plus grande souplesse dans la forme du congé ; une simplification des procédures administratives. Les associations rappellent que ce dispositif, destiné à répondre aux besoins de 13 000 familles concernées chaque année par la maladie grave d'un enfant, n'a intéressé en 2003 que 3 200 familles et que son coût ne représentait que 0,03 % du montant des prestations versées par les CAF. Il souhaiterait donc savoir dans quelle mesure et dans quel délai une amélioration de ce dispositif peut être envisagée.

Texte de la réponse

L'allocation de présence parentale a pour objet d'aider financièrement les familles ayant en charge un enfant atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant une présence soutenue ou des soins contraignants. L'ouverture du droit à cette prestation nécessite de remplir certaines conditions liées, d'une part, à l'enfant (être âgé de moins de vingt ans et un état de santé nécessitant une présence soutenue des parents de quatre mois au moins, attestée par un certificat médical) et, d'autre part, à la situation professionnelle du ou des parents (interruption ou réduction de l'activité professionnelle salariée ou non salariée). Ainsi, ces conditions d'attribution permettent à tout parent et à n'importe quel moment de sa vie professionnelle de prétendre au bénéfice de l'allocation de présence parentale. Il ressort des enquêtes menées auprès des allocataires que ceux-ci sont très satisfaits de la prestation. Cependant, le Gouvernement étudie à l'heure actuelle les modalités envisageables d'évolution de la prestation et du congé allant dans le sens d'une plus grande souplesse. Le congé de présence parentale doit en effet être adapté aux évolutions de la maladie de l'enfant, et la prestation doit mieux compenser la perte d'activité. C'est la raison pour laquelle le ministre de la santé et des solidarités examine actuellement les modifications qui doivent être apportées à cette prestation pour qu'elle réponde au mieux aux attentes des parents et des enfants concernés.

Données clés

Auteur : [M. Richard Cazenave](#)

Circonscription : Isère (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 65429

Rubrique : Enfants

Ministère interrogé : solidarités, santé et famille

Ministère attributaire : santé et solidarités

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 mai 2005, page 4971

Réponse publiée le : 27 septembre 2005, page 9050